

## **INDONESIE: FRANCHISE – ASSOUPLEMENT DES CONDITIONS D'ETABLISSEMENT ET D'EXPLOITATION**

Bonne nouvelle pour le secteur de la franchise en Indonésie qui vient d'assouplir les conditions d'établissement et d'exploitation des établissements de franchises.

Le Règlement du Ministre du Commerce (« **MoT** ») n° 71/2019 (le « **Règlement** »), assouplit ainsi certaines limitations dont celles relatives au nombre d'établissements de franchise autorisés, à l'utilisation de produits locaux et aux masters franchiseurs étrangers. Ce Règlement définit également plus en détail la notion de franchise en Indonésie. Toutefois, certaines dispositions ayant été révoquées sans être remplacées, certains doutes subsistent concernant les pratiques autorisées, notamment relatives à la part de produits connexes à la franchise pouvant être distribués.

Ce nouveau Règlement révoque, entre autres, les règlements suivants :

- (i) Règlement du Ministre du Commerce No. 53/M-DAG/PER/8/2012 relatif à l'exploitation d'une franchise, telle que modifié par le Règlement du Ministre du Commerce n°57/M-DAG/PER/9/2014;
- (ii) Règlement du Ministre du Commerce No. 68/M-DAG/PER/10/2012 relatif aux franchises « modernes » ;
- (iii) Règlement du Ministre du Commerce No. 07/M-DAG/PER/2/2013 relatif au développement des franchises dans le secteur de la restauration et hôtellerie, telle que modifiée par le Règlement du Ministre du Commerce No. 58/M-DAG/PER/9/2014; et,
- (iv) Règlement du Ministre du Commerce No. 60/M-DAG/PER/9/2013 relatif aux signes distinctifs des franchises.

(l'« **Ancienne Règlementation** »).

### **1. Conditions révoquées et assouplies**

Le Règlement révoque et assouplit certaines conditions imposées aux acteurs de la franchise par l'Ancienne Règlementation, telles que :

#### **a. Suppression de la limitation relative au nombre d'établissements**

Sous l'empire de l'Ancienne Règlementation, les établissements de franchises détenus directement (*self-owned*) par un franchiseur ou franchisé dans le secteur de la restauration voyaient leur nombre limité à 250. Dans le secteur des établissements de franchise de commerce de détail modernes<sup>1</sup>, cette limitation était portée à 150 établissements.

Dans le cas où les franchiseurs et franchisés souhaitaient exploiter davantage d'établissements, ces derniers devaient recourir à la sous-franchise ou la création d'une JV dédiée.

---

<sup>1</sup> Cf Règlement MoT No. 68/M-DAG/PER/10/2012: les établissements de commerce de détail modernes comprennent les commerces de détails de type self-service, distribuant différents produits sous le forme de minimarché, supermarché, hypermarché ou épicerie de gros.

Le Règlement supprime ces restrictions.

**b. Assouplissement de l'obligation d'utiliser 80% de « contenu » local**

L'Ancienne Règlementation prévoyait, en des termes imprécis, une obligation d'utiliser à minima 80% de « contenu » local. Cette obligation est levée, pour le moment.

En effet, le Règlement révoque purement et simplement les dispositions relatives à l'obligation d'utiliser du contenu local. Toutefois, les acteurs de la franchise devront utiliser de préférence des produits et services locaux si ces produits et services locaux sont conformes à leurs attentes.

Il est à noter que cette obligation est toujours régie par le Règlement du Ministre du Commerce No. 47/M-DAG/PER/6/2016. Ce règlement la définit comme un objectif d'utiliser au moins 80% de produits ou services locaux.

Cependant, ce même règlement renvoie à sa propre charge l'obligation d'édicter un règlement d'application afin de préciser ces obligations en fonction du secteur de distribution concerné.

Dans la mesure où le Règlement concernant la franchise révoque cette obligation, cette condition n'est sans doute plus d'application, tant qu'un nouveau règlement ne la prévoit. Bien que ce raisonnement soit discutable, il est aujourd'hui celui admis par l'administration.

**c. Suppression des limitations concernant les conditions de la Master Franchise**

L'Ancienne Règlementation prévoyait, entre autre:

- 1) que les franchiseurs et franchisés ne pouvaient disposer de liens capitalistiques directs ou indirects ;
- 2) *clean break requirement* - en cas de rupture anticipée du contrat de franchise, le franchiseur ne pouvait conclure un nouveau contrat de franchise sur le territoire d'un ancien franchisé sans obtenir (i) une attestation de la part de ce dernier gageant de l'absence de litige existant avec le franchiseur, ou (ii) une décision de justice mettant fin au litige éventuel.
- 3) les acteurs de la franchise pouvaient seulement distribuer des produits correspondant à leur licence, avec une tolérance admise de 10%, en volume, pour la vente de produits connexes à l'activité principale.

La Règlement supprime ces conditions, laissant par conséquent un vide juridique concernant la possibilité d'utiliser des produits connexes.

**d. Suppression de la période de validité du Certificat d'Enregistrement de la Franchise ("STPW")**

Le Certificat d'Enregistrement de la Franchise (« **STPW** »), autorisation administrative délivrée par le MoT et pré-requis pour l'exploitation d'une franchise en Indonésie, avait auparavant une durée de validité de 5 ans, renouvelable une fois.

Cette durée a été révoquée par le nouveau Règlement, aux fins d'harmonisation avec le Règlement du Ministre du Commerce n°77/2018 relatif à la digitalisation des services de licences intégrés dans le secteur du commerce, lequel prévoyait déjà une durée indéterminée pour la délivrance du STPW.

Les STPW sont ainsi valables sans limitation de durée, sauf en cas de:

- expiration du contrat de franchise ;
- cessation d'activité ;
- refus d'enregistrement des droits de propriété intellectuelle par l'autorité compétente ou expiration de la durée de protection des droits de propriété intellectuelle

## **2. Nouvelles dispositions**

### **a. Définition de la franchise**

Le Règlement définit les critères d'éligibilité au STPW. Sous l'égide du Règlement, pour obtenir un STPW, il convient désormais de démontrer que la franchise remplit les critères suivants :

- a. être dotée de caractéristiques commerciales distinctes ;
- b. générer des profits, en prouvant que le franchiseur dispose d'au moins 5 ans d'expérience et a une connaissance suffisante pour assurer le maintien et le développement de l'activité concernée;
- c. fournir une standardisation écrite de l'offre de biens ou services ;
- d. être aisément transmissible et appliquée par le franchiseur au profit d'un franchisé ne disposant pas d'expérience ou de connaissance du secteur d'activité concerné par la franchise ;
- e. support continu fourni par le franchiseur sous la forme de conseils, support opérationnel, formation et promotion ; et,
- f. les éléments de propriété intellectuelle ont été ou sont en cours d'enregistrement auprès des autorités compétentes, telles que le *Directorate General of Intellectual Property of the Ministry of Law and Human Rights*.

### **b. Dispositions relatives au contrat de franchise**

L'Ancienne Règlementation était muette sur les dispositions obligatoires à insérer dans un contrat de franchise.

Le Règlement entérine certaines dispositions générales applicables aux contrats conclus avec une partie Indonésienne et certaines pratiques de l'administration spécifiques à la franchise, telles que :

- (a) l'obligation d'enregistrer le prospectus auprès du MoT avant la conclusion du contrat de franchise par les parties;
- (b) l'obligation de soumettre le contrat de franchise au droit indonésien ;  
et

- (c) l'obligation d'utiliser la langue indonésienne comme base du contrat. Une version bilingue étant *a priori* toujours acceptable par l'administration.



## **INDONESIA: LIBERALIZATION OF FRANCHISE REGULATIONS**

Good news for the franchise sector in Indonesia which revoked most of the previous regulations imposing requirements for the registration and operation of franchises.

Minister of Trade (“**MoT**”) Regulation No. 71 year 2019 (“**MoT 71/2019**”) relaxes limitations on the number of franchise outlets, the obligation to use local content and on master franchise for foreign franchisor and add a comprehensive definition of the franchise in Indonesia. However, some provisions being purely deleted without being replaced, requirement to comply with some practices, such as the possibility to sell supporting goods to the franchise, may raise doubts.

MoT 71/2019 revokes, among others:

- (v) Minister of Trade Regulation No. 53/M-DAG/PER/8/2012 year 2012 concerning Franchise Operation, as amended by Minister of Trade Regulation No. 57/M-DAG/PER/9/2014 year 2014;
- (vi) Minister of Trade Regulation No. 68/M-DAG/PER/10/2012 year 2012 concerning Franchise for Modern Shop Types;
- (vii) Minister of Trade Regulation No. 07/M-DAG/PER/2/2013 concerning Development of Franchise Partnership for Food and Beverage Service Business Type, as amended by Minister of Trade Regulation No. 58/M-DAG/PER/9/2014 year 2014; and
- (viii) Minister of Trade Regulation No. 60/M-DAG/PER/9/2013 concerning Franchise Logo

(the “**Revoked Regulations**”).

### **3. Revoked and relaxed Provisions**

MoT 71/2019 revokes and relaxes several provisions from the Revoked Regulations, namely:

#### **e. Revocation of limitation on number of self-owned outlets**

Under the Revoked Regulations, franchisors or franchisees for restaurant, diner, bar/drink and café outlets were limited to own and operate a maximum of 250 outlets. Similarly, franchisor or franchisees for modern shops business type<sup>2</sup> were also limited to own and operate 150 outlets maximum.

---

<sup>2</sup> Pursuant to MoT Regulation No. 68/M-DAG/PER/10/2012 year 2012 concerning Franchise for Modern Shops Business Type, modern shops are shops with self-service system, selling several types of goods in retail which may be in the form of minimarket, supermarket, department store, hypermarket or wholesaler in the form of grocery.

Franchisors or franchisees intending to add more outlets were to do so through sub-franchising or the establishment of a dedicated joint-venture.

MoT 71/2019 revokes the relevant regulations without replacing them. Such limitation shall therefore no longer apply.

**f. Relaxation of the local content requirement**

The Revoked Regulations imposed on franchisors and franchisees to use a minimum of 80% of local content. MoT 71/2019 introduces some flexibility in the local content requirement. .

Under MoT 71/2019, franchise operators are no longer required to meet the minimum of 80% local content, but only to prioritize the use of domestically produced goods and services as long as the local goods/services meet the quality set by the franchisor.

It's worth noted that the Minister of Trade Regulation No. 47/M-DAG/PER/6/2016 year 2016 concerning the Enhancement of Local Products Utilization ("**MoT 47/2016**") has not been revoked. MoT 47/2016 provides that one of the applications on the obligation to use local products shall be conducted by using at least 80% of local products from the number and types of goods traded in retail level.

However, as MoT 47/2016 requires the government to issue sectorial regulations explicitly providing such limitations, and considering the MoT has revoked the 80% of local content requirement, it seems doubtful that the administration will apply such a requirement any longer.

Though such reasoning could be discussed, it is the current interpretation of the MoT.

**g. Revocation of limitation on master franchise**

The Revoked Regulations provided, inter alia, the following:

- 4) Franchisors and franchisees could not share any controlling relationship, both directly and indirectly.
- 5) Clean break requirement - In the event franchisor terminated an agreement unilaterally, the franchisor was prevented from appointing new franchisees for the same area without the prior approval of the franchisee or a final and binding court decision to ensure that no litigation was pending among the parties.
- 6) Franchisors and franchisees could only carry out businesses that were limited to the business license they possess. However, in certain circumstances, they could sell supporting goods for the primary business at a maximum of 10% of the total quantity of type of goods that are sold.

As MoT 71/2019 removes these restrictions without replacing them. The administration now holds a larger interpretation power, which may cause a lack of certainty for the franchise stakeholders.

#### **h. Indefinite validity period of Franchise Registration Certificate (“STPW”)**

Since the launch of the Online Single Submission (“**OSS**”) system last year, a the STPW must be obtained through the OSS system.

Under the Revoked Regulations, the STPW was valid for 5 years, renewable for the same validity period. Under MoT 71/2019, the validity period of STPW is no longer provided. As such, once an STPW is obtained, it will remain valid indefinitely, unless:

- the validity period of the underlying franchise agreement has expired (for franchisees); or
- either party ceases to carry out the business activities; and/or
- the registration of Intellectual Property Rights (IPR) by the franchisor is not approved by the Directorate General of IPR or the validity period of the IPR under the franchise has expired.

#### **4. New provisions and requirements**

##### **c. Criteria to obtain a STPW**

MoT 71/2019 sets out franchise criteria to be met to apply for the STPW.

A franchise must now have the following criteria:

- a. meeting specific business characteristics;
- b. proven profitability , fulfilled if a franchisor has at least 5 years of experience and has a sufficient knowledge in the concerned activity to support and develop the activity, proven with the survival and development of the franchisor’s business in a profitable manner;
- c. having standard of service and offered goods and/or services in writing;
- d. can be easily taught and applied to a franchisee not having experience or knowledge in the activity concerned by the related franchise;
- e. where the franchisor may provide continuous support by advising, providing operational support, training and promotion ; and
- f. that intellectual properties related to the business, such as trademark, copyright, patent, license or trade secret have been registered or are pending registration .

##### **d. Franchise agreement**

The Revoked Regulation did not provide any explicit mandatory provisions to be included into a franchise agreement.

MoT 71/2019 clarifies requirements to be met while drafting a franchise agreement in line with the practice required by the MoT and the laws of contracts, such as:

- a. the requirement to register the franchise offer prospectus prior to execute any franchise agreement;
- b. the franchise agreement shall be governed by Indonesian Law; and,
- c. the franchise agreement shall be written in Indonesian Language. *A priori*, a bilingual version may be executed and should be accepted by the MoT.

၆၀၆